

## PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 26 MAI 2010

AFFAIRE SUIVIE PAR : Catherine REVOL  
☎ : 04.76.60.49.59  
✉ : 04.76.60.32.57  
✉ : catherine.revol@isere.pref.gouv.fr

### ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°2010-04068

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E.) ;
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, dite "loi sur l'eau", modifiée ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'article R 512-31 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement ;
- VU** l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de la société ACETEX INTERMEDIATES sur la commune de SALAISE-SUR-SANNE;
- VU** l'arrêté N°2004-02771 du 4 mars 2004 ayant autorisé les activités de la société ACETEX INTERMEDIATES sur la commune de SALAISE-SUR-SANNE;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées, du 13 janvier 2010 ;
- VU** la lettre du 2 avril 2010, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspecteur des installations classées ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 15 avril 2010 ;
- VU** la lettre du 5 mai 2010, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'actualiser les conditions d'autorisation d'exploitation afin que les prescriptions tiennent compte de l'efficacité des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) conformément aux dispositions de l'article R 512-28 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient, en application des dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société ACETEX INTERMEDIATES en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** – La société ACETEX INTERMEDIATES (siège social : site chimique de Roussillon 38150 SALAISE-SUR-SANNE) est tenue de respecter strictement les prescriptions complémentaires ci-indiquées relatives à l'exploitation de son établissement situé sur le site chimique de Roussillon à SALAISE-SUR-SANNE,

Le tableau des activités de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est complété par la rubrique ci-dessous.

DÉSIGNATION DES ACTIVITÉS	CAPACITE et VOLUME	RUBRIQUE Nomenclature	RÉGIME
Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air qui n'est pas de type « circuit primaire fermé »	Circuit eau SCAM : - 1 tour pour une puissance thermique de 1930 kW	2921-1.b	D

## **ARTICLE 2**

L'article 3.6. de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogé et remplacé comme suit.

### **3.6. - Valeurs limites de rejets**

#### **3.6.1. – généralités**

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont conformes aux valeurs prévues dans le tableau constituant l'article 3 du présent arrêté.

#### **3.6.2. - Remise d'une étude technico-économique**

L'exploitant remettra à l'inspection pour examen, une étude technico-économique relative aux fours, au plus tard le 30/10/10, afin de respecter, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, la valeur limite en NOx fixée à l'article 3 § valeur limite objectif 2012. Ce dossier comprendra les éléments suivants :

- la situation des moyens existants de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux meilleures technologies disponibles telles qu'elles sont répertoriées



par les syndicats professionnels et les administrations, notamment dans les documents de référence élaborés par la Commission européenne en application de la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution

- l'évaluation des écarts au regard de la protection de l'environnement, entre les techniques mises en œuvre par l'installation et les meilleures techniques disponibles
- une analyse technico-économique argumentée (identification des montants des investissements nécessaires pour la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles) évaluant les possibilités de la mise en œuvre des différentes meilleures techniques disponibles et permettant d'apprécier les éventuels progrès possibles à court terme pour se rapprocher des niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles. Cette analyse technico-économique doit mettre en évidence les éventuels écarts entre les performances de l'installation et celles des meilleures techniques disponibles et en cas d'écart, démontrer que les investissements nécessaires pour la mise à niveau induiraient des coûts excessifs qu'il ne serait pas viable de faire supporter à l'entreprise au regard de ses capacités financières.

Dans son analyse, l'exploitant doit prendre en compte les éventuels effets croisés des mesures de réduction envisagées.

L'exploitant utilisera notamment le document BREF "Aspects économiques et effets multi-milieux" ainsi que sur le "Guide pour l'analyse du volet technico-économique" édité par l'INERIS ou tout autre document de référence équivalent.

### 3.6.3. Examen de l'étude technico-économique

A l'issue d'un examen de l'étude technico-économique précitée par l'inspection des installations classées, la valeur limite d'émission définies à l'article 3 § valeur limite objectif 2012 sera confirmée ou révisée par arrêté préfectoral complémentaire sur proposition de l'inspection et après avis du CODERST.

En cas de non recevabilité de l'étude technico-économique, notifiée par le préfet, les VLE telles que mentionnées à l'article 3 § valeur limite objectif 2012 sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

## **ARTICLE 3**

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogée et remplacée comme suit.

## **ANNEXE 1**

### **VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'AIR**

Pour les valeurs limites de rejets fixées ci-après :

- le débit des rejets gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- les concentrations sont exprimées en masse par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées et à une teneur de 3% en oxygène,
- les valeurs limites de rejets s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure,

## A. ATELIER ANHYDRIDE ACETIQUE

### 1. Valeurs limites applicables

Installations	Paramètres	Flux et concentrations limites	Fréquence de surveillance	Référence réglementaire
Cheminée four 1	Débit	3500 Nm <sup>3</sup> /h	mesures annuelles + tous les 3 ans par un organisme agréé	Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 Bref CWW
	NOX	225 mg/m <sup>3</sup>		
	HCl	5 mg/m <sup>3</sup>		
	SO <sub>2</sub>	6 mg/m <sup>3</sup>		
	CO	35 mg/m <sup>3</sup>		
	Poussières	5 mg/m <sup>3</sup>		
Cheminée four 2	Débit	3500 Nm <sup>3</sup> /h	mesures annuelles + tous les 3 ans par un organisme agréé	Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 Bref CWW
	NOX	225 mg/m <sup>3</sup>		
	HCl	5 mg/m <sup>3</sup>		
	SO <sub>2</sub>	6 mg/m <sup>3</sup>		
	CO	35 mg/m <sup>3</sup>		
	Poussières	5 mg/m <sup>3</sup>		

### 2. Valeurs limites objectif pour 2012

Installations	Paramètres	Flux et concentrations limites	Fréquence de surveillance	Référence réglementaire
Cheminée four 1	Débit	3500 Nm <sup>3</sup> /h	mesures annuelles + tous les 3 ans par un organisme agréé	Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 Bref CWW
	NOX	150 mg/m <sup>3</sup>		
Cheminée four 2	Débit	3500 Nm <sup>3</sup> /h	mesures annuelles + tous les 3 ans par un organisme agréé	Arrêté ministériel du 25 juillet 1997 Bref CWW
	NOX	150 mg/m <sup>3</sup>		

## B. ATELIER AIP

Les rejets gazeux issus de cet atelier sont les incondensables refoulés à la pompe à vide. Ils sont quantitativement négligeables.

## C. ATELIER PVAC

Sans objet.

#### **ARTICLE 4**

L'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogé et remplacé comme suit :

##### **« 4.2.4. - Eaux résiduaires industrielles**

4.2.4.1. - L'exploitant ne rejette pas d'eaux de procédé.

4.2.4.2. - Les eaux de sols rejetées sont traitées selon les dispositions des paragraphes 4.3 et 4.4 »

&

#### **ARTICLE 5**

L'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogé et remplacé comme suit :

##### **« 4.5.2. - Points de rejet des effluents aqueux générés par ACETEX INTERMEDIATES S.A.S.**

Acetex rejette au canal 3.4 des eaux de refroidissement et des éventuelles eaux de sols.

Les dispositifs de rejet du canal 3.4. sont aisément accessibles et aménagés de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans les effluents en toute sécurité. »

&

#### **ARTICLE 6**

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogée et remplacée comme suit :

#### **ANNEXE 2**

##### **RESEAUX DE COLLECTE DES EFFLUENTS AQUEUX**

Voir plan joint en ANNEXE 9

L'effluent général géré par OSIRIS G.I.E. Roussillon du site de Roussillon regroupe les canaux 1, 2, 3, et 4.

Les effluents procédés traités sur la station sont collectés dans un réseau séparatif (Colette) gérés par OSIRIS G.I.E ainsi que par l'intermédiaire de 3 conduites spécifiques en provenance des sociétés NOVAPEX, AIR LIQUIDE HYDROGENE et TERIS et gérées par ces dernières.

##### **Canal 1 regroupe :**

les rejets des ateliers acétate de cellulose, anhydride acétique et régénération d'acide acétique (RHODIA OPERATIONS) - Canal 1 :

- Eaux de refroidissement.
- Eaux de sol.
- Eaux de procédés (partiellement).



### **Canal 2 regroupe :**

- les rejets de la section « chaufferie » d'OSIRIS G.I.E.
- les rejets de l'atelier attaque Raney (RHODIA OPERATIONS) - canal 2.2 :
  - Eaux de refroidissement
  - Eaux de sol.
  - Eaux de procédé (pour une partie, l'autre partie étant valorisée).
- les rejets de l'Atelier oxadiazon (RHODIA OPERATIONS) : canal 2-4
  - Eaux de refroidissement.
  - Eaux de sol.
  - Eaux de procédé (pour une partie, l'autre partie étant valorisée).

### **Canal 3 regroupe :**

- les rejets de l'atelier Salicylique (RHODIA OPERATIONS) - canal 3-2 :
  - Eaux de procédés après traitement (partiellement).
  - Eaux de sol.
  - Eaux de refroidissement.
- les rejets de l'atelier Acétiques Sud (ACETEX INTERMEDIATES) - Canal 3-4 :
  - Eaux de sol.
  - Eaux de refroidissement.
- les rejets de l'atelier Acide Nitrique (RHODIA OPERATIONS) - canal 3-1:
  - Eaux de refroidissement après réutilisation pour le refroidissement de l'unité RACHEL (BLUESTAR SILICONES)
  - Eaux de sol.
- les rejets de GAMBRO INDUSTRIES - canal 3-5

### **Canal 4 Nord regroupe :**

- les rejets de l'atelier Phénol-Cumène (NOVAPEX) :
  - Eaux de refroidissement : 4-2 R.
  - Eaux de sol : 4-2 S.
- les rejets de l'atelier MCS. (BLUESTAR SILICONES) :
  - Eaux de sol : 4-1 P
  - Eaux de procédé après traitement dont lixiviats de stockage de déchets MCS
- les rejets d'AEROSIL FRANCE - canal 4-5 :
  - eaux de procédé
  - eaux de refroidissement
- les rejets de INDUSTELEC – canal 4-2
- les rejets de AIR LIQUIDE HYDROGENE – canal C 4-7 :
  - Eaux pluviales
  - Eaux de refroidissement

**Canal 4 Sud regroupe :**

- les rejets de l'atelier Méthionine (ADISSEO) - canal 4-3 :
  - Eaux de refroidissement d'Adisséo
  - Eaux de sol d'Adisséo
  - Eaux de procédé d'Adisséo
- les rejets de l'atelier MCS.R (BLUESTAR SILICONES) :
  - Eaux de refroidissement - 4-1 R
- les rejets de TERIS - canal 4-4
- les rejets de SOGIF – canal C 4-6 :
  - Eaux pluviales

**Canal « Colette » regroupe pour envoi à la station d'épuration biologique trèfle (OSIRIS).**

- les rejets des Ateliers Régénération Acide Acétique, Acétate de cellulose et anhydride acétique (RHODIA OPERATIONS) :
  - eaux procédés : canal 1 P
- les rejets de l'atelier Herbicide (RHODIA OPERATIONS) :
  - eaux de procédé (partiellement) - canal 2-4 P
- les rejets de l'atelier Salicylique (RHODIA OPERATIONS) :
  - eaux de procédé (partiellement) - canal 3-2 P
- les rejets de l'atelier Phénol/Cumène (NOVAPEX) - canal 4-2 P
  - Eaux de procédé
- les buées (condensées) de l'évaporateur de TERIS
- les rejets de l'unité AIR LIQUIDE HYDROGENE – canal 4.7
  - Eaux de procédé

**Incinération d'effluents (collectés séparément)**

- Eaux de procédés de l'atelier Méthionine.
- Déchets Liquides Procédé Phénol-Cumène

### Synthèse par établissement

OSIRIS = rejets chaufferie + laboratoire + rejets station biologique TREFLE + effluent général

ADISSEO. = C 4-3

RHODIA OPERATIONS = C 1 + C 1 P + C 2-2 + C 2-4 P + C 2-4 + C 3-2 + C 3-2P + C 3-1

ACETEX INTERMEDIATES = C 3-4

BLUESTAR SILICONES = C 4-1 R + C 4-1 P + rejet lavage des citernes

TERIS = C 4-4 + C 4-4 P (effluent TERIS vers TREFLE)

AEROSIL FRANCE = C 4-5 (regroupe les égouts séparatifs d'AEROSIL)

INDUST ELEC = C 4-2

NOVAPEX = C 4-2P + C 4-2S + C 4-2R

AIR LIQUIDE HYDROGENE : C4-7 + C4-7P

GAMBRO = C3-5

### Synthèse par canal

CANAL 1 = rejets des ateliers acétate de cellulose, anhydride acétique et régénération d'acide acétique (Rhodia Operations)

CANAL 2 = rejets chaufferie + laboratoire OSIRIS GIE + C 2-2 + C 2-4 (Rhodia Operations + Osiris GIE)

CANAL 3 = C 3-2 + C 3-4 + C 3-1 (Rhodia Operations) + C3.5 (Gambro Industries) + C3-4 (Acetex Intermediates)

CANAL 4 Nord = C 4-2 R + C 4-2 S + C 4-1 P + C 4-5 + C4-6 + C4-2 + C4-7  
(Novapex + BlueStar Silicones + Aerosil France + Sogif + Indust elec + Air Liquide Hydrogène)

CANAL 4 Sud = C 4-3 + C 4-1R + C 4-4 (Adisseo + BlueStar Silicones + Teris)

CANAL 4 = Canal 4 Nord + Canal 4 Sud + rejets de la station biologique TREFLE

CANAL COLETTE = vers station biologique TREFLE  
C 1-P (Rhodia operations) + C 2-4 P + C 3-2 P (Rhodia Operations) + C 4-2 P (Novapex) + C 4-4 P (Teris) + C 4-7P (Air liquide Hydrogène)



## ARTICLE 7

## ANNEXE 3

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogée et remplacée comme suit :

### CARACTÉRISTIQUES DES EFFLUENTS AQUEUX

Voir plan joint en ANNEXE 9

#### □ ATELIERS ANHYDRIDE ACETIQUE ET AIP

##### • CANAL 3.4 (rejetés directement au canal général)

Seules les eaux de sol et les eaux de refroidissement sont rejetées à ce canal.

PARAMETRES	Flux limites	Fréquences d'analyse
Débit	6000m <sup>3</sup> /j	continue
pH	5,5-8,5	continue+hebdomadaire
Température	-	continue
COT	20 mg/l - 100 kg/j	journalière
DCO	60 mg/l - 350 kg/j	mensuelle

## ARTICLE 8

Le chapitre II-3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-02771 du 4 mars 2004 est abrogé et remplacé comme suit :

### « II-3. - INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR »

7.1. - Les dispositions de la réglementation en vigueur relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées sont applicables immédiatement à la société ACETEX pour l'exploitation de ses installations. »

**ARTICLE 9** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**ARTICLE 10** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspecteur des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R 512-69 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé.

**ARTICLE 11** - Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE 12** - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R 512-39-1 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R 512-39-2 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R 512-39-3 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du Code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 13** - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de SALAISE-SUR-SANNE et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 14** – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, d'une part par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa

notification, d'autre part par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 15** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 16** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de Vienne, le Maire de SALAISE-SUR-SANNE et l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ACETEX INTERMEDIATES.

Fait à Grenoble, le 26 MAI 2010

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
François LOBIT



